

Avoirs canadiens à l'étranger.—Bien que les capitaux étrangers au Canada et le solde de la dette du pays vis-à-vis des autres aient beaucoup augmenté, l'avoir canadien à l'étranger (voir tableaux 21, 24 et 25) a continué de croître chaque année. Il représente maintenant une plus forte proportion du passif extérieur qu'avant la Seconde Guerre mondiale, mais plus du quart de l'augmentation tient aux avoirs du gouvernement, comme les réserves officielles et les prêts consentis par l'État à d'autres gouvernements, dont l'importance s'est accrue durant la guerre et les premières années de l'après-guerre. À la fin de 1965, les crédits du gouvernement atteignaient 1,496 millions de dollars, et à la fin de 1967 l'avoir officiel en devises et la situation nette du Canada dans le Fonds monétaire international s'établissaient à quelque 2,926 millions de dollars canadiens. Les autres avoirs officiels du Canada comprennent les souscriptions du Canada au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de l'Association internationale de développement, de la Société financière internationale et de la Banque du développement asiatique, qui, en mars 1967, atteignaient respectivement \$85,023,249, \$70,722,136, \$3,522,375 et \$2,702,000; ces actifs étaient partiellement neutralisés par un passif au compte de ces institutions.

L'avoir privé, fait surtout des investissements directs des sociétés canadiennes à l'étranger, n'est pas encore important par rapport à l'avoir privé étranger au Canada. Les capitaux privés à long terme des Canadiens à l'étranger, en 1965, comprenaient des investissements directs de 3,495 millions et des valeurs de portefeuille de 2,136 millions. Plus des deux tiers des capitaux privés se trouvent aux États-Unis. Les investissements directs des entreprises canadiennes y ont augmenté rapidement et se concentrent dans plusieurs industries, surtout les boissons et les instruments aratoires.

Les placements privés outre-mer se répartissent entre de nombreux pays. En 1965, un peu plus de la moitié du total de ces capitaux se trouvaient dans les pays du Commonwealth, un peu plus en Grande-Bretagne que dans le reste du Commonwealth. La plupart des investissements directs en Grande-Bretagne intéressaient l'industrie, tandis que, dans d'autres pays du Commonwealth, les investissements dans l'exploitation minière étaient à peu près égaux aux investissements dans l'industrie. Quant aux capitaux dans les autres pays étrangers, la majeure partie se trouve dans les pays de l'Amérique latine où l'avoir canadien en services d'utilité publique est considérable.

24.—Investissements à long terme du Canada à l'étranger, 1956-1965

NOTA.—Sans les investissements des sociétés d'assurance et des banques (détenus surtout en contrepartie du passif envers les non-résidents), les souscriptions du Canada aux institutions financières internationales, et les investissements divers (voir le tableau 21). L'avoir en actions figure à sa valeur comptable établie d'après les livres des sociétés émettrices; l'avoir en obligations figure à sa valeur au pair. Les monnaies étrangères sont converties en dollars canadiens aux taux courants du marché.

Avoir	1956	1959 ^r	1960 ^r	1961 ^r	1962 ^r	1963 ^r	1964 ^r	1965
	(millions de dollars)							
Investissements directs dans des entreprises	1,891	2,286	2,467	2,596	2,784	3,082	3,298	3,495
Avoir en valeurs étrangères	1,006	1,183	1,315	1,471	1,723	1,806	1,942	2,136
Crédits du gouvernement.....	1,587	1,495	1,462	1,424	1,301	1,285	1,517 ¹	1,496 ¹
Total.....	4,484	4,964	5,244	5,491	5,808	6,173	6,757	7,127

¹ Comprend des recettes de 219 millions de dollars en 1964 et 187 millions en 1965 en obligations non vendables à moyenne échéance des États-Unis afférentes au Traité du fleuve Columbia.